

L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

Bureaux : rue de Chartres No 323.

NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 8 FEVRIER 1896.

Fondée le 1er septembre 1827

L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.
Bureaux : 323 rue de Chartres.
Entre Conti et Bienville.

NEW ORLEANS PUBLISHING CO., LIMITED.

Entered at the Post Office at New Orleans, La.
Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLEANS.
SAMEDI, 8 FEVRIER 1896.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

EDITION QUOTIDIENNE

Un an \$12 00
Six mois 6 00
Trois mois 3 00
Un mois 1 00
On s'abonne aussi, à la semaine, avec les porteurs.

EDITION SEMAIDAIRE

Un an 3 00
Six mois 1 50
Trois mois 1 75

Pour les petites annonces de Demandes, Ventes et Locations, etc., qui se soldent au prix réduit de 10 cts la ligne, voir la 3e page.

L'ABEILLE DE DEMAIN.

Mourou et Anglais, J. Gentil; Réveries François Toujag; Le Misanthrope comique, Louis de Montpoussier; Espérance, poème, J. G.; Conte d'une nuit d'hiver; C'est étrange histoire; Les reflets, poème en prose; La grande Raclé; Souvenirs historiques; La Sainte Loi; à un enfant, poème; Modes parisiennes; Chronique humoristique, page anglaise, etc.

Les Emprunts Populaires.

Nous avons toujours cru, nous croyons plus que jamais que ce qui constitue la vraie démocratie, c'est moins une série quelconque d'institutions politiques qui permettent aux masses d'exercer, à certaines époques plus ou moins fixes, plus ou moins rapprochées, un semblant de souveraineté, en choisissant ou en croyant choisir elles-mêmes des hommes qu'elles chargent de les gouverner, et qui, une fois arrivés au pouvoir, n'en font rien souvent qu'à leur tête et se soucient fort peu des intérêts de leurs constituants. La véritable démocratie repose sur la situation économique du pays.

Dans nos temps modernes, les populations ne vivent pas, comme sous les soi-disant républiques antiques, dans le Forum, sur les places publiques, mais chez elles, au foyer domestique, dans leurs champs, dans leurs ateliers, dans leurs bureaux. Toute leur activité se dépense dans les relations de famille ou d'affaires. Il n'y a pas, il ne peut pas y avoir de démocratie réelle, là où, dans la sphère économique, tout est aristocratique ou tend à le devenir. Elle n'est réelle, elle n'est possible que là où les masses sont directement intéressées à la prospérité matérielle de l'Etat, là où la propriété est très-divisée, là où chaque citoyen est forcé de veiller à ce que les affaires agricoles, financières, industrielles, commerciales du pays soient bien conduites et bien gérées.

De là, pour les gouvernements, le besoin, nous dirons le devoir de travailler à disséminer le plus possible la propriété, à intéresser le plus grand nombre possible de citoyens aux affaires économiques et financières de la nation.

C'est pour cela que la France, à mesure qu'elle s'est démocratisée, a cherché à diviser et à subdiviser la propriété; c'est pour cela que depuis une quarantaine d'années, toutes les fois que le gouvernement a besoin de faire un emprunt, il s'adresse directement aux masses. Il les intéresse ainsi à ses affaires. Il y a, dans ce pays tout à fait exceptionnel, des millions et des millions de petites gens dont, tous les matins, la première préoccupation est de se rendre compte des cotes de la Bourse, de la hausse ou de la baisse des produits ou des propriétés. Que voulez-vous il ont tous leur petit bien à garder ou à grossir, leur petite rente à toucher. Par esprit d'intérêt bien entendu, ils deviennent conservateurs. Il n'y a plus que la classe des ouvriers nomades et vivant au jour le jour, qui rêve de révolutions.

Il en sera de même, aux Etats-Unis, quand on y aura accoutumé les masses à devenir propriétaires et créancières de l'Etat. Le dernier

emprunt populaire de l'administration Cleveland a très bien réussi, au point de vue du rendement général. Au point de vue de la multiplicité des souscriptions privées, il n'a eu qu'un demi-succès. Les habitudes économiques d'un pays ne se transforment pas en un jour; mais il y a eu progrès réel dans ce dernier essai. Ce ne sont plus seulement les grosses fortunes, les princes de la finance qui ont souscrit, mais les petites banques des campagnes, en attendant que les particuliers se jettent eux-mêmes dans l'arène, ce qui ne peut tarder, si le gouvernement, conformément à des précédents qui l'honorent, tient fidèlement sa parole et ne trompe aucune attente. Il a un crédit déjà bien établi dans le monde. Ce crédit doublera, le jour où les emprunts populaires auront complètement remplacé ceux de la haute finance.

LETTRE PASTORALE.

Nous publions à la seconde page de ce numéro, la première partie de la lettre pastorale de l'archevêque Jausens, qui, chaque année, selon la coutume, est lue le dimanche qui précède l'ouverture du carême, dans toutes les églises du diocèse; et dans notre numéro de demain, nous en publions la dernière partie.

Le rappel du maréchal Martinez Campos.

Sous ce titre, nous lisons dans le "Journal des Débats" les lignes suivantes qui viennent à l'appui de ce que nous écrivions hier, à l'endroit du maréchal Martinez Campos :

Comme on a pu le voir, dans notre numéro, le gouvernement espagnol a fini par céder à la pression de l'opinion publique et a décidé de remplacer le maréchal Martinez Campos comme commandant en chef des troupes de Cuba. Mais il est maintenant certain, contrairement à ce qu'il avait généralement admis, qu'il ne s'agit pas d'une démission offerte et acceptée, mais d'un rappel pur et simple.

Voici, en effet, le texte de la dépêche que le maréchal a fait parvenir à M. Canovas, président du Conseil :

Je considère votre télégramme comme un ordre; mais je dois constater que je n'ai pas donné ma démission ni senti de devoir de résigner. Je ne suis pas un homme de confiance d'aucune sorte; car toujours j'ai eu les affronts. Je ne pourrais démissionner de ma propre volonté, ou céder à la pression ou à la force, devant l'ennemi.

Je suis le premier à féliciter le gouvernement de sa décision, décision pouvant éviter des conflits, et cela m'imposait un devoir personnellement, surtout par rapport à l'Espagne.

Les dépêches de la Havane disent que le maréchal Martinez Campos, au moment de remettre le commandement aux mains du général Marin, a prononcé une allocution dans laquelle il a dit qu'il avait rempli un devoir de conscience en agissant avec magnanimité, et ne faisant fusiller aucun rebelle.

Le maréchal reconnaît que la campagne a eu, jusqu'à présent, peu de succès; mais il croit que c'est parce que les rebelles sont cantonnés dans les provinces de Matanzas, de la Havane et de Pinar-del-Rio.

"Cependant, ajoute le maréchal, j'ai été l'objet d'une ovation à la Havane, moi-même, comme à l'heure, au moment de recevoir les dépêches de Madrid pour demander mon remplacement. J'ai alors, de mon côté, envoyé des dépêches pour solliciter du gouvernement qu'il prit une résolution. Le gouvernement a répondu en m'ordonnant de remettre le commandement au général Marin."

Celui-ci a exprimé ses sentiments de respect au maréchal Martinez Campos, auquel, a-t-il dit, l'opinion rendra justice.

Interviewé par un journaliste, le général Marin a déclaré que la situation n'était pas dangereuse, puisque, jusqu'à présent, les insurgés ont toujours été battus.

"Je tiens, a-t-il ajouté, que l'union et la concordance règnent parmi les Espagnols. Je ne crois pas qu'il soit nécessaire de recourir à la violence, ni à un régime d'espionnage. Je serai élément envers les insurgés qui déposeront les armes. J'organiserai de nouvelles colonies pour l'ennemi; j'ai déjà réuni 2,000 chevaux pour la cavalerie."

Le rappel du maréchal Martinez Campos a eu pour conséquence la démission du ministre des affaires étrangères, due de Tétonan, qui est déjà remplacé par M. Eldrayen.

LES CANDIDATURES PRESIDENTIELLES.

M. Ben. Harrison vient de déclarer de la façon la plus nette, dans une lettre évidemment destinée à la publicité, qu'il rejette toute candidature à la future présidence de l'Union; il affirme même qu'il n'a jamais eu l'idée de briguer une seconde présidence, et qu'en sortant de la Maison Blanche, il avait pris la résolution bien ferme de n'y plus rentrer.

On ne peut s'exprimer plus clairement qu'il vient de le faire. Voilà donc, du côté républicain, le terrain passablement déblayé. Les nombreuses personnalités politiques qui étaient prêtes à se déclarer en sa faveur, vont reporter leurs voix sur un ou deux des candidats les plus en vue, probablement sur M. Morton, le plus populaire des concurrents actuels et l'ami intime de M. Harrison.

Restent les candidatures démocratiques qui ne sont pas encore nettement annoncées. Ici, également, il se présente un cas exceptionnel.

Jusqu'à présent, M. Cleveland est ou passe pour être, de nouveau, candidat, avec cette circonstance aggravante qu'en briguant un troisième terme présidentiel, il froisserait des idées reçues, des préjugés invétérés.

Nous ne croyons pas que l'Union puisse trouver un meilleur président que lui; il a fait ses preuves et rendu d'immenses services au pays; mais là où M. Grant a échoué, il n'est pas probable qu'il puisse réussir. N'était-ce malheureux troisième terme, M. Cleveland serait certainement nommé par acclamation; mais nous vivons dans une démocratie dont il faut respecter les idées préconçues, les volontés souveraines. Nous saurons bientôt à quoi nous en tenir sur cette grave question, de la solution de laquelle dépend peut-être le sort du parti démocrate, aux prochaines élections.

LES TOMBER ABANDONNEES.

On sait que M. Ostris a eu l'idée de réparer les tombes des personnes illustres dans l'histoire, les sciences, les arts, la littérature, ainsi qu'on le voit dans les cinquièmes parisiennes.

M. Ostris a été autorisé par la Ville à mettre son idée à exécution dans le cimetière du Père-Lachaise. Il est ainsi que l'on peut, citer parmi les sépultures qu'il a réparées ou relevées celles de Lakanal, Lescour, Jacques Deslisle, Bellini, Dugazon, Grétry, Fouché, Victor de Belhune, Camille Jordan, maréchal Sérurier, abbé Sicard, frères de Lameth, Duchesnois, Mgr de Pradt, de Seze, Tenon, Mlle de Rancourt, Méhul, Prud'homme.

M. Ostris voulait aussi réparer la tombe de Tallien, mais une difficulté relative au terrain nécessaire l'a obligé d'ajourner la mise à exécution de ce projet.

Or, dans une de ses dernières séances, le Conseil municipal, sur le rapport de M. Grébaud, a voté une somme de 5,150 francs pour la remise en état de sépultures abandonnées présentant un caractère historique, parisien ou national.

Parmi les tombes que la préfecture de la Seine est invitée à faire réparer se trouvent celles de Prud'homme, Méhul, Grétry, Fouché, Tenon, Lakanal, due de Bellune, frères Lameth, et de Mlle Duchesnois.

Les noms qu'on vient de lire figurent parmi ceux des personnages dont s'est occupé M. Ostris. Les travaux de réfection qu'il a entrepris ont été exécutés d'après les devis établis par l'entrepreneur de la Ville, et par cet entrepreneur lui-même désigné par l'Administration et sous la vérification expresse de la direction des affaires municipales.

N'est-il pas quelque peu surprenant qu'au bout de trois années à peine écoulées les mêmes tombes exigent de nouvelles réparations, d'autant plus que parmi ces tombes, deux de celles de Tenon et de Prud'homme ont été érigées entièrement? On sait même que M. Antonin Mercier a voulu offrir lui-même la couronne qui doit être placée sur le stèle de la sépulture de Prud'homme.

Le docteur X... dine chez un de ses amis.

Après le repas, on passe au salon, on cause.

Le petit vicomte de Z..., dont la santé est guinée par une longue vie de plaisir, aborde le docteur et lui dit :

— Depuis quelque temps, docteur, j'ai des lourdeurs, j'ai des pesanteurs; que faut-il faire? — Ce qu'il faut faire, c'est le meilleur conseil que je puisse vous donner, c'est celui-ci: vivez avec dix francs par jours, et gagnez-les.

MODES PARISIENNES.



POUR LA JEUNE-AMERIQUE.

Le complet de droite est en lainage brun. Les boutons qui ornent la collette et le paletot ont un pouce de diamètre. Le paletot très long, a des revers et des parements en velours brun.

La robe à gauche, en lainage écossais, est garnie en velours, avec fourrure sur les épaules et boutons d'argent.

Les Trappistes à Madagascar.

La Politique Coloniale communique à la presse la lettre suivante, que le résident général de Madagascar a adressée à M. l'abbé de la Trappe de Staouéli :

"Monsieur l'abbé, "Ancien préfet d'Alger, j'ai gardé le souvenir des vertus des religieux de la Trappe; j'ai vu de mes yeux les exemples qu'ils donnent, leur travail, le magnifique domaine qu'ils ont créé, les sympathies que, par leur hospitalité, par leurs bienfaits, ils savent attirer de la part de tous les gens qui ont été en contact avec eux."

"Chargé de la grande mission de fonder à Madagascar la colonisation française, je souhaite des alliés et des collaborateurs. Les Trappistes pour conduire à bon fin cette mission."

"Soyez-vous disposés à envoyer quelques uns de vos Frères dans notre île lointaine? "Je suis prêt, quant à moi, à leur attribuer toute la concession de terre qui leur voudrait à leur chercher un village, un moulin, et à leur offrir, à leur garantir ensuite, cela va de soi, une sécurité absolue, comme à leur autoriser à compléter les plus affectueux et particuliers de l'attention de résident général."

"Nous leur assurerons, tout d'abord, la possession de terres dans l'île de Madagascar, et de leur établissement projeté à Madagascar. "Les Trappistes rendraient à la nouvelle colonie, à la civilisation, un service signalé, et coopéreraient au premier rang à la grande œuvre nationale d'un pays dont nous ne sommes encore que les conquérants militaires."

"J'espère recevoir une réponse favorable. Et, dans cette attente, je vous prie d'agréer, monsieur l'abbé, l'assurance de ma haute considération."

"Le résident général, "HIPPOLYTE LAROCHE"



KRUGER ET SA FEMME.

Les journaux allemands racontent, sur le Président Kruger, une amusante anecdote :

Les Israélites habitant Johannesburg avaient construit, il y a quelques années, une nouvelle synagogue; il présent le Président Kruger, dont les sentiments religieux sont bien connus au Transvaal, d'assister à l'inauguration. M. Kruger accepta cette invitation sans hésiter et, le jour venu, prononça une allocution dont les termes mesurés et dignes produisirent sur son auditoire une excellente impression. Mais, la dernière phrase causa une grande surprise. Le Président, en bon chrétien, termina son discours par ces mots : "Je consacre cette maison au service de Dieu le Père, le Fils et le Saint-Esprit."

On crut généralement que ces paroles avaient échappé involontairement à M. Kruger, dans le feu de l'improvisation; mais les Israélites de Johannesburg estimèrent que leur synagogue ne pouvait plus être, après cela, d'aucun usage; ils en rebâtitent une autre, tout à côté.

DEPECHEES

Télégraphiques.

TRANSMISES A L'ABEILLE.

NOUVELLES ETRANGERES.

Les Etats-Unis et la Question des Dardanelles.

Constantinople, 7 février.—A la requête de M. Terrell, ministre des Etats-Unis, qui demanda la permission de mettre un second garde-côtes au service de la légation, le gouvernement turc répondit que le passage des Dardanelles est réglé par une entente entre les six grandes puissances européennes, et que les Etats-Unis doivent s'adresser à elles pour obtenir la permission nécessaire, attendu qu'ils ne sont pas signataires du traité de Paris.

D'un autre côté, on prétend que les Etats-Unis, et qu'ils considèrent la Dardanelles comme un point stratégique. Dans les cercles bien informés, il est établi que les raisons des hostilités de la Porte à l'égard de la république de la Turquie sont l'occupation de la Russie à permettre au gouvernement des Etats-Unis l'envoi d'un second garde-côtes dans les détroits.

Discussion amicale.

London, 7 février.—Il est officiellement annoncé ce soir qu'il y a de bonnes raisons de croire que le Venezuela se prépare à envahir des négociations amicales avec l'Angleterre, au lieu des arrestations d'Uruan et des incidents qui les ont accompagnées.

Les journalistes canadiens afferment leur loyauté envers l'Angleterre.

Toronto, province d'Ontario, 7 février.—Les membres de l'Association de la Presse Canadienne, réunis à la veille de leur départ pour Toronto, ont voté à l'unanimité une résolution par laquelle ils affirment leur dévotion à l'empire britannique et leur détermination, comme Anglais et Canadiens, de défendre la métropole contre elle sera menacée sur un point quelconque du globe.

Il est aussi fait appel aux confédérés des Etats-Unis pour leur demander d'obtenir et de répandre des informations plus positives au sujet des formations et du gouvernement de l'Etat de l'Alabama.

M. Félix Faure se rendrait directement à Nice ou aura lieu, comme on sait, l'inauguration du monument commémoratif du Centenaire de la réunion du comté de Nice à la France, événement qui fait l'objet du voyage de ce chef de l'Etat.

Après les fêtes de Nice, le Président de la République gagnerait l'Italie sur un navire, de guerre et, dans cette ville, il visiterait l'Ecole supérieure de guerre de la flotte, récemment créée, et dont la conférence d'ouverture a eu lieu.

De Toulon à Marseille le trajet se ferait en chemin de fer. A Marseille, les fêtes splendides, comme suit les inaugurations, seront données en l'honneur du président de la République.

Enfin, le retour à Paris s'effectuerait par Lyon où le chef de l'Etat s'arrêterait un moins vingt-quatre heures.

La paix restaurée au Venezuela.

New York, 7 février.—Une dépêche de Caracas au Herald annonce que le gouverneur de l'Etat de Falcon, l'Etat le plus avancé de la péninsule, a lancé une proclamation dans laquelle il déclare que la paix est restaurée et que le territoire est pacifié.

Le gouverneur remercie ses soldats et ses officiers pour leur dévouement et leur courage, et leur promet des récompenses et des honneurs.

En Abyssinie.

New York, 7 février.—Un dépêche de Rome au Herald dit qu'un fonctionnaire russe a déclaré que son gouvernement n'établira pas un protectorat sur l'Abyssinie, quoique les sympathies de la Russie soient opposées aux Italiens.

La Catastrophe de Bound Brook. Inondation et incendie.



ABD-UL-HAMID.

La Réponse du Sultan à la Reine Victoria.

Constantinople, 7 février.—Le Sultan a répondu à la lettre autographe de la reine Victoria, qu'on a considérée comme un appel personnel pour un meilleur traitement des habitants de l'Asie Mineure.

Abd-ul-Hamid sympathise avec la reine dans ses sentiments d'humanité et il déclare que les rapports de massacres ont été répandus par des personnes mal intentionnées. Et il ajoute qu'il a contracté ce qu'on a annoncé ce sont les Turcs qui ont été attaqués pendant qu'ils priaient dans les mosquées.

Le sultan donne ensuite à la reine l'assurance que les mesures prises ont rétabli l'ordre et que, à l'exception de Zintou, le territoire est pacifié; il ajoute que les négociations entamées avec les habitants de cette ville les conduisent indubitablement à reprendre leurs occupations habituelles.

Agent militaire à Féouli.

New York, 7 février.—Le gouvernement turc a nommé le colonel Stavretis agent militaire à Féouli, dans le département de St Pétersbourg au Herald.

Cette nomination est considérée comme une mesure de la plus haute importance.

Troubles au Nicaragua.

Panama, Colombie, 7 février.—Des voyageurs arrivant à Panama de l'Amérique Centrale annoncent que des troubles ont éclaté dans le Nicaragua.

Il est rapporté que des tentatives ont été faites pour renverser le gouvernement du président Zelaya.

Plusieurs arrestations ont été opérées parmi les leaders politiques de Léon, qui se font de faire de cette ville la capitale au lieu de Managua.

NOUVELLES AMERICAINES.

La composition de l'armée cubaine.

Buffalo, Etat de New York, 7 février.—Alexander F. Hamilton, un ancien résident de Buffalo et maintenant capitaine dans la troisième division de l'armée, a été nommé à la tête de la brigade de la campagne des Canabais dans leur lutte pour l'indépendance.

Le capitaine Hamilton s'est exprimé ainsi :

Je pense que le général Gomez tentera de s'emparer de la Havane. Il concentrera toutes ses forces pour une grande attaque et réglera la question. La tâche sera difficile, mais elle sera accomplie.

Y a-t-il beaucoup d'Américains dans les rangs des volontaires? — P. n'est que les deux tiers sont des Américains, dont un grand nombre de la Nouvelle Orléans et des autres villes de la Louisiane.

Mais comment faites-vous marcher des hommes dont tant ne parlent pas l'anglais? — Les commandements sont donnés par des officiers de langue anglaise. Mon oncle appartenait autrefois au quatrième d'infanterie des Etats-Unis.

Quelle est la vérité au sujet des déprédations et des outrages commis par les insurgés? — Nous avons malheureusement de nombreuses plaintes au sujet de ces faits. Mon oncle appartenait autrefois au quatrième d'infanterie des Etats-Unis.

Rencontre d'une Locomotive et d'un Tramway Electrique.

Pittsburg, Pennsylvanie, 7 février.—Une locomotive de la ligne Baltimore et Ohio s'est jetée ce matin à sept heures sur un tramway électrique au passage à niveau de Rankins, à deux milles à l'est de Pittsburg.

La Catastrophe de Bound Brook.

Somerville, New Jersey, 7 février.—Quoique les pertes causées la nuit dernière à Bound Brook par l'inondation et l'incendie soient à la hauteur des estimations basées sur les maigres informations obtenues, il est maintenant à peu près certain qu'un seul homme a péri la nuit. Cet homme est le capitaine Miller, mort sur un essai de pont à secours.

Au moment que l'inondation était à son plus haut point, il est entré dans un bateau à rames dans le but de recueillir une famille que les eaux avaient forcé à se réfugier sur le toit de la maison attenant à environ cent pieds de la Rivière. Mais le vent fort et le courant a fait chavirer le bateau et on n'a plus revu Miller.

A la pointe du jour, quand le dernier message qu'on a reçu de Bound Brook, les vagues de la Rivière, qui se précipitent à Bound Brook, qui passe à environ un quart de mille de la pointe de la ville, ont été également inondées. Les eaux se sont précipitées de chaque côté du pont de chemin de fer, et ont entraîné les pontons de la ville. La campagne a été inondée sur une étendue d'un quart de mille de chaque côté du centre de la ville.

Les trains de voyageurs de la ville étaient inondés, et pendant que des citoyens tentaient de secourir les habitants inondés s'est déclaré dans le chantier de bois de la Compagnie de Somerville et à Plainfield. Des pompes furent aussitôt envoyées, mais elles étaient à peine sortées des limites des deux villes qu'elles ont été inondées, les trains étant inondés au point de rendre impossible la circulation.

Les citoyens n'ont pu combattre les flammes et essayer de sauver les objets de valeur. Le Gouverneur de New Jersey n'a pu rentrer hier à leur domicile.

De nombreux bestiaux appartenant aux fermiers des environs de Bound Brook ont été emportés dans la Rivière.

Les employés de télégraphe de la gare du chemin de fer de Leigh Valley and Central, ont, à un moment, transmis des dépêches quand il n'y avait pas de télégraphes. Mais quand le niveau s'est élevé de nouveau, ils ont dû abandonner leurs postes.

Pendant qu'une locomotive tentait inutilement à Plainfield de soulever un wagon plat sur lequel était installée une pompe à vapeur, probablement réfrigérée de Bound Brook, le train qui avait été arrêté, a été renversé et entraîné par le torrent dans la Rivière.

A la Législature du Kentucky. La lutte pour l'élection d'un sénateur.

Cincinnati, 7 février.—Une dépêche spéciale de Frankfort, Kentucky, au Times Star, dit que le gouverneur Bradley demandait au Sénat les rapports de journaux annoncés qu'on avait jeté d'appeler les milices pour réprimer les troubles qui menacent de se produire dans la législature de l'Etat, à propos de l'interdiction d'un sénateur au Congrès des Etats-Unis.

M. Bradley dit que cette question a été discutée la nuit dernière parmi les républicains, mais qu'il n'y a pas été communiqué à ce sujet et il a pas communiqué une telle discussion.

Il n'y a pas même examiné les lois à ce sujet, et n'est pas certain qu'il ait le droit d'appeler les milices pour un tel motif.

Ainsi, quand l'assemblée générale entrera en séance pour l'élection sénatoriale, on s'attend à de gros troubles.

Louisville, Kentucky, 7 février.—Une dépêche spéciale de Frankfort au Post de Louisville est ainsi conçue : L'interruption de la session sénatoriale semblait aboutir aujourd'hui.

Les craintes de troubles n'existent plus et les collisions étaient remplies de danger.

Le président pro tempore a appelé l'assemblée à l'ordre au l'absence du lieutenant-gouverneur Worthington.

Le vote a donné la réélection suivant : Hunter, 63; Blackburn, 62; McGary, 3; Carlisle, 2; Hale, 1.

Un schooner échoué.

Cape May, New Jersey, 7 février.—Un schooner inconnu s'est échoué près de Cape May. Une équipe de sauvetage est partie au secours.